économique en une génération. Le ministre ne prend pas la chose au sérieux. Il soutient, au contraire, que chacun s'en trouvera beaucoup mieux. Il semble croire que, le maximum imposable étant porté de \$20,000 à \$50,000, la population s'imaginera que les petites entreprises et les fermes familiales seront en sécurité. Si le ministre le pense réellement, et j'en doute, alors il est tristement ignorant des réalités économiques au Canada.

• (9.30 p.m.)

Bref, les modifications annoncées le 30 janvier ne changent aucunement les exemptions. Tout ce que le ministre a fait a été de dire qu'aucune succession de \$50,000 ne sera taxée. La succession de \$75,000 sera grevée aussi lourdement en vertu de la proposition révisée que sous le régime antérieur. Grâce aux habitudes prodigieuses de ses collègues du gouvernement actuel et des gouvernements précédents, l'inflation et l'augmentation des prix ont fait de \$50,000 l'équivalent de \$20,000 et de \$100,000 l'équivalent de \$50,000.

Songez, par exemple, aux seules unités agricoles d'Alberta. Les dernières statistiques sérieuses sont celles du recensement agricole de 1966, et il ne faut pas oublier la montée en flèche, depuis lors, des prix et des coûts. J'ai lu dans le journal, hier soir, que le prix des biens immobiliers à Ottawa avait augmenté de 13 p. 100 l'an dernier. Si c'est vrai dans ce centre urbain, essayez d'imaginer le capital valeur des unités agricoles depuis 1966. Il y avait alors 69,411 fermes en Alberta, dont 519 seulement étaient confiées à des régisseurs. Les autres étaient exploitées par le propriétaire, le locataire, ou par les deux à la fois. En d'autres termes, certaines fermes reposent sur une entreprise familiale ou sont exploitées par des intérêts privés, et non par des syndicats ou de grandes sociétés.

En 1966, l'Alberta comptait 30,000 fermes dont le capital dépassait \$50,000, et environ 20,000 dont le capital approchait ce chiffre. Ces dernières ont probablement atteint les \$50,000, après trois années de prix de revient montant en spirale et d'un ouragan d'inflation. Peut-être cet exemple, monsieur l'Orateur, illustrera-t-il quelque peu pour le ministre les dimensions que prend le problème, pour les Canadiens, par suite de son nouvel impôt sur les biens transmis par décès.

L'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan a écrit au ministre, il y a quelque temps, au sujet de ce nouvel impôt. Elle a signalé le danger qui menaçait surtout l'agriculture. Voici un extrait:

Parce que des exploitations agricoles prospères exigent de fortes valeurs en terrains et de vastes propriétés foncières, les successions agricoles sont sujettes à de forts impôts mais elles n'ont pas de valeurs disponibles pour les payer. Nous ne voyons pas comment le bien-être national pourrait

bénéficier du morcellement des unités de production en vue de payer les impôts de succession.

Moi non plus, monsieur l'Orateur. Je poursuis ma citation:

... Le régime fiscal soumettra la succession agricole à des impôts qui pourraient entraîner le morcellement et la vente de la ferme.

Il est vrai que le ministre permet maintenant d'acquitter les droits successoraux par versements, un échelonnement de l'impôt non réduit. Il ne s'agit guère d'une mesure d'assistance. C'est comme un bourreau qui dirait au condamné qu'au lieu de lui rompre le cou rapidement en lui faisant faire une chute brève mais brusque, il sera clément et le laissera s'étrangler lentement.

Non, monsieur l'Orateur, quelle que soit la façon dont on envisage cet impôt, c'est une mesure inique et inutile. Personnellement, j'estime que tous les droits successoraux devraient être abolis. Je m'oppose constamment à toute mesure qui tend à décourager l'initiative personnelle et les entreprises commerciales et même plus à toute mesure qui engloutit les réserves de capitaux privés. Si nous continuons à appliquer une politique aveugle de ce genre qui décourage l'entreprise privée et qui s'approprie les capitaux privés, l'économie de notre pays est condamnée à une lente agonie. L'histoire regorge d'exemples qui montrent le sort réservé aux États qui suivent cette voie.

Le Canada a toujours une faim dévorante de capitaux. Ils figurent parmi nos plus importantes importations. Nous en avons énormément besoin pour la réalisation de nos projets en tant que peuple et en tant que pays. La dernière chose à faire serait de taxer nos capitaux au point de les faire disparaître.

Le rapport du Conseil économique d'Ontario, qui a terminé l'automne dernier une étude approfondie de la question pour le gouvernement provincial, est un des plus intéressants documents sur ce sujet. Ce rapport dit:

Destinés, prétend-on, à mieux répartir les richesses, ces impôts (sur les biens transmis par décès et sur les successions) vont frapper dans une bonne mesure des gens qui, selon les normes d'aujourd'hui, ne peuvent être tenus pour riches.

Et plus loin:

On peut se demander si une ferme d'une valeur de \$70,000 représente «une concentration indue de richesses» dans cette optique... (et si l'imposer)... témoigne d'une saine politique économique.

Dans l'introduction au chapitre sur les taxes de transmission, expression employée par le Conseil pour englober les droits sur les successions, sur les fortunes et sur les héritages, le rapport déclare:

Alors que le pourcentage du revenu découlant des taxes de transmission perçues par les gouvernements au Canada n'est dépassé dans les pays du